

Concertation Région - ALCA - Professionnels Cinéma & Audiovisuel
→ réforme du fond de soutien et des fonds filière, parcours des auteurs
Mars - Juin 2024

SYNTHÈSE PRÉCONISATIONS ASSOCIATION PEÑA

À l'issue des trois réunions des quatre groupes de travail de la concertation, les adhérents de la PEÑA se sont réunis, le 6 juin 2024 à la Villa Valmont à Lormont. Au-delà de nos contributions dans chacune des douze réunions où nous étions représentés, nous présentons aujourd'hui une synthèse de quelques préconisations qui nous semblent cruciales, bien que non exhaustives. Nous espérons que ce texte sera versé à l'ensemble des contributions reçues, et qu'il y sera accordé une attention particulière, du fait de notre représentativité.

1. **Constitution de bilans chiffrés et détaillés** des soutiens de la Région et des autres signataires de la convention CNC-État-Région-Départements-Métropole, pour les deux dernières années (2023 et 2024), en mettant en lumière en particulier :
 - a. Pourcentage des projets d'initiative régionale soutenus : projets portés par des auteurs régionaux, par des producteurs régionaux, ou par les deux réunis.
 - b. Montants réels investis par chacun des signataires de la convention. Si des crédits ne sont pas dépensés, que deviennent-ils ?
2. Nous appelons à **envisager un redéploiement des aides, pour mieux soutenir les spécificités de l'initiative régionale en Nouvelle-Aquitaine**, sur la base des bilans ci-dessus mentionnés. En sachant les contraintes budgétaires et en espérant que les budgets des années à venir seront au minimum constants, il s'agirait de consolider en particulier le soutien à :
 - a. Les aides à l'écriture et développement
 - b. Les aides à la post-production
 - c. Les aides au documentaire (audiovisuel et cinéma)
 - d. Le pourcentage de l'initiative régionale dans le court-métrage
 - e. Création d'une aide à la distribution de films d'initiative régionale
3. **L'aide au programme d'entreprise** était l'un des piliers de la stratégie territoriale de la Région en faveur de la filière audiovisuelle et cinéma. Sa disparition, au profit d'une aide à un programme de projets, laisse un grand vide pour l'activité globale des entreprises régionales qui pouvaient en bénéficier. La nature structurante de cette aide aux entreprises a été démontrée à de nombreuses reprises — nous attirons notamment l'attention sur les soutiens concernant la valorisation de nos catalogues de films.
Sa disparition sur le long terme pourrait considérablement fragiliser les entreprises de production de notre territoire. Nous espérons qu'une décision politique forte pourra remobiliser les crédits de fonctionnement nécessaires au retour à l'aide au programme d'entreprise.
4. Pour **faire face à l'augmentation exponentielle du nombre de dépôts**, auprès de toutes les aides régionales qui existent, il nous semble devoir réfléchir aux points suivants :
 - a. Quelle éditorialisation des aides ?
 - b. Comment sont constitués les comités d'experts ? Un comité de validation pour la nomination des experts pourrait être envisagé, constitué de représentants de la Région, de la DRAC et des représentants des organisations professionnelles régionales.
 - c. Resserrement des critères d'éligibilité pour les dépôts des projets. Plusieurs pistes :

- i. Un rendez-vous préalable obligatoire avant un dépôt.
- ii. Simplification, voir fusion, de certains des 5 critères actuels d'éligibilité ; auteur régional, producteur régional, tournage régional, dépenses régionales, sujet régional
- iii. Si le critère du tournage est mis en avant, être plus exigeant sur le recours aux compétences régionales « significatif » (notamment sur l'emploi de chefs de poste)

5. Articulation et coopération entre la Région et les Départements.

L'articulation entre l'éditorialisation des aides et les attendus en termes de retours économiques, pour la Région d'une part, pour les Départements d'autre part, devrait être clarifiée.

Une harmonisation des champs d'action, des étapes et des types de projets soutenus par les Départements serait bienvenue, pour un meilleur équilibre entre les territoires de la Région et les professionnels qui les habitent.

Envisager une refonte du système des classements des projets à l'issue des auditions des comités d'experts, pour donner plus de liberté, à la fois à la Région et aux départements.

6. Renforcer l'accompagnement de l'émergence en Nouvelle-Aquitaine.

Organiser une sorte de mentorat de projets, portés par de jeunes auteurs et/ou de jeunes producteurs de la Nouvelle-Aquitaine, mentorat assuré par des producteurs volontaires plus expérimentés de la Région. Avant les dépôts, mais aussi pour les projets bénéficiant d'un PSR (Peut Se Représenter).

7. Consolidation du soutien à la coproduction internationale, une des marques de fabrique de notre Région. On pourrait imaginer un « cinéma du monde » régional ou bien qu'une attention plus particulière soit portée aux projets internationaux produits ou coproduits par des sociétés régionales.